

CAUSES

COMMUNES

BIMESTRIEL DES SOCIALISTES
VILLE DE GENÈVE

J' 
GENÈVE

FEVRIER - MARS 2018

46

500475137



B-ECONOMY

P.P.
1205
Principales

UN PRINTEMPS POUR GENÈVE

SIMONE IRMINGER, SYLVAIN THÉVOZ
CO-PRÉSIDENT-E-S, PS VILLE DE GENÈVE

Nous sommes fier-e-s de vous présenter ce nouveau numéro de Causes Communes, pensé comme une déclaration d'engagement et d'amour envers notre Ville. Les déclarations se concrétisent par des actes. Et tout d'abord avec les votations du 4 mars. L'enjeu principal porte sur les coupes budgétaires 2017. C'est un 4XNON clair et franc que nous défendons.

La droite municipale ne cesse, année après année, de jouer avec le budget d'une manière irresponsable en coupant dans celui-ci. Le fait que ce vote ait été reporté de septembre 2017 à mars 2018 ne change rien à l'affaire. Nous devons toujours marteler un message identique : Non, non, non et encore non aux coupes budgétaires. La gestion de la Ville est exemplaire. Notre collectivité rembourse sa dette. La population a besoin de services de qualité face à la montée des inégalités sociales.

Deuxième objet des votations du 4 mars, les Fêtes de Genève. Notre parti refuse de soutenir une initiative extrême qui réduit la durée des fêtes de Genève à 7 jours et les déplace sur la plaine de Plainpalais, obligeant la Ville à en assurer l'organisation. Pourquoi les habitant-e-s de Plainpalais, déjà bien sollicité-e-s, devraient essayer

de nouvelles nuisances ; et la Ville, dont le budget est à l'équilibre mais pas extensible, prendre en charge cette manifestation ? La contre-proposition du Conseil municipal est raisonnable. Elle maintient la participation de la Ville, via une mise à disposition du terrain et un appui logistique, et propose de réduire sensiblement les fêtes à 10 jours. Pour le reste, c'est clairement au Conseil d'Etat, trop passif dans la gestion de ce dossier, de prendre les choses en main. L'Etat légifère sur la perception de la taxe des nuitées qui remplit les caisses de Genève Tourisme, c'est à lui, qui prétend gérer les événements d'ampleur régionale ou internationale, de passer des paroles aux actes. Nous soutenons donc le contre-projet. Ce vote donnera une bonne indication du désir de la population.

Troisième enjeu des votations du 4 mars, la modification d'un plan de zone au Petit-Saconnex, que nous plébiscitons. Oui à des quartiers vivants ! Oui à du logement en ville ! Les référendaires annoncent une apocalypse en argumentant de façon mensongère. Il n'y a pas de destruction prévue du temple du Petit-Saconnex, ni de disparition du Café du Soleil. Au contraire, voter Oui, c'est lever les obstacles à une mise en valeur planifiée de ce quartier et, surtout, offrir une possibilité aux Genevois-e-s de s'y loger ! Nous défendons le logement et la qualité de vie pour toutes et tous, pas la préservation des avantages de quelques-un-e-s au détriment du plus grand nombre comme le veulent l'UDC et le MCG.

Autre enjeu de ce printemps : l'aboutissement de nos deux initiatives municipales

ciblant l'emploi et l'accueil des primo-arrivants. Ces deux initiatives reçoivent un bon accueil, tant de la part des associations que des habitant-e-s. Passé 8 ans de résidence en Suisse, chacun-e peut voter au niveau communal. C'est un bel outil démocratique pour soutenir nos politiques d'inclusion. A ce sujet, enous tenons à féliciter le groupe Socialiste au Conseil municipal qui a réussi à supprimer la commission des naturalisations le 18 janvier dernier ! Fin des faiseurs de Suisse en Ville de Genève !

Enfin, arrivé-e-s à mi-chemin de la législature 2015-2020, nous avons proposé à chaque élu-e municipal-e d'écrire un texte dans ce Causes Communes à partir d'une photo d'Eric Roset. Un tous ménages sous forme de bilan a également été préparé. Il sera distribué dès la fin du mois de février et mis à disposition sur les stands, afin d'ouvrir le débat sur nos actions. Ce numéro se veut une déclaration d'engagement et d'amour pour notre Ville. Dans cette optique, il va de soi qu'un succès de notre parti les 15 avril et 6 mai prochains à l'occasion des élections cantonales est impératif. Nous y mettons toute notre énergie. Les nombreuses candidates et nombreux candidats de notre section, ainsi que la candidature de Sandrine Salerno pour le Conseil d'Etat témoignent de notre engagement. Les enjeux de la Ville ne peuvent être déliés de ceux du Canton. Rejoignez-nous sur les stands, contactez le secrétariat pour vous engager. Nous avons besoin de chacun-e pour mener à bien ces actions, campagnes, élection et fêter ensemble le retour d'un véritable printemps à Genève.

CAUSES COMMUNES

BIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE DE LA VILLE DE GENÈVE

15, rue des Voisins
1205 Genève

www.ps-geneve.ch

psvg@ps-geneve.ch

Un journal 100% pensé, conçu et réalisé à Genève !
Envie de soutenir le *Causes Communes* : abonnez-vous !
Envoyez vos coordonnées à psvg@ps-geneve.ch
Finance d'inscription : 20.-/année
CCP : 12-12713-8

Coordination rédactionnelle : Sylvain Thévoz

Comité rédactionnel : Jannick Frigenti Empana, Jorge Gajardo, Patricia Vatré, Claudia Villaman, Léa Winter.

Ont collaboré à ce numéro : Olga Baranova, Grégoire Carasso, Maria Casares, Jennifer Conti, Régis de Battista, Emmanuel Deonna, Amanda Gavilanas, Olivier Gurtner, Pascal Holenweg, Ahmed Jama, Ulrich Jotterand, Sami Kanaan, Christina Kitsos, Christiane Leuenberger-Ducret, François Mireval, Maria Vittoria Romano, Pierre Ruel, Sandrine Salerno, Albane Schlechten, Martine Sumi.

Photographies : Eric Roset

Maquette et mise en page : Atelier supercocotte

Impression : Imprimerie Nationale, Genève.

Tirage : 3000 exemplaires sur papier recyclé.

Les avis et opinions tenus par les invité-e-s n'engagent pas le comité de rédaction.



SANDRINE SALERNO
Conseillère administrative

Cette photo montre les difficultés auxquelles font face les travailleurs et travailleuses quand le dialogue est rompu, quand la concertation et la négociation n'aboutissent pas. Elle rappelle les obstacles auxquels ils et elles peuvent être confronté-e-s dans un monde marqué par de profondes mutations économiques - mondialisation, numérisation - qui bouleversent le marché du travail, mettent à jour nos fragilités et questionnent l'emploi de demain.

Pour y faire face, il est plus important que jamais d'agir ensemble : employé-e-s, employeurs ou employeuses, syndicats, autorités politiques. Seules la négociation, la concertation et la collaboration permettront à notre Canton d'évoluer dans le sens d'une plus grande cohésion sociale, d'une plus juste répartition de l'emploi, des gains de productivité et des richesses entre toutes et tous.

Cette photo rappelle donc aussi le rôle fondamental de l'Etat dans la démocratie et plus particulièrement dans la démocratie suisse : celui de garant du partenariat social. Dans un canton où les discussions clivantes ont souvent pris le dessus sur la recherche du compromis, il incombe à l'Etat de revenir à cette mission centrale et de créer, rapidement, des espaces de discussion et de recherche de solutions.

Plus encore, face aux mutations économiques, l'Etat doit anticiper, développer la formation, accompagner les individus, leur donner les moyens d'affronter les changements.

Au final, cette photo représente donc les défis auxquels nous sommes confronté-e-s, ceux auxquels nous devons faire face, mais aussi l'espoir. L'espoir que l'action collective permette à chacune et à chacun de trouver sa place dans notre société.



SAMI KANAAN
Conseiller administratif

Ce slogan, «Genève réservée aux riches, résistez!», m'a rappelé une ligne de campagne forte d'il y a 7 ans. J'avais affirmé que Genève ne devait pas devenir «Monaco sur Léman». J'en suis toujours autant convaincu.

Genève s'est historiquement toujours construite sur deux jambes. Réside dans notre ville depuis longtemps une partie très aisée de la population mondiale, qui aime la qualité de vie du bout du lac, son offre culturelle, sa taille humaine qui garantit une forme de proximité et, en même temps, son air cosmopolite.

Un cosmopolitisme qui va de pair avec la capacité d'accueil de notre ville, tradition qui remonte avant même l'arrivée des Huguenots et se poursuit tout au long du XXème siècle. J'espère que nous pourrions dire que cette tradition d'accueil s'est poursuivie au XXIème siècle, mais j'ai quelques doutes quand je constate l'application et le zèle à mettre en œuvre les lois iniques votées par la majorité très à droite du Parlement fédéral.

Genève, c'est la ville qui m'a accueilli d'ailleurs. En provenance de Suisse alémanique. Mais pour en revenir à cette photo, elle incarne bien cette nécessité que notre ville reste accessible et ouverte à toutes et tous, qu'elle sache dépasser les clivages de classes sociales. Qu'elle parvienne à conserver des services publics pour garantir l'accès aux prestations sociales, à la culture, à l'éducation, aux soins, au logement, à une place en crèche, à la possibilité de pratiquer un sport, à des espaces verts et de détente, à une information diversifiée et de qualité.

Car ce sont toutes ces prestations qui constituent notre qualité de vie et même au-delà, notre capacité à vivre ensemble. Car il ne s'agit pas d'opposer stérilement «riches» et «pauvres», mais de travailler ensemble à renforcer notre collectivité publique, pour garantir l'accès à chacune et chacun, et la capacité de Genève à se projeter dans la suite du XXIème siècle. Donc, résister à l'amalgame comme à l'individualisme, cultiver la solidarité et construire Genève sur ses deux jambes.



OLGA BARANOVA

Commissions de la sécurité, du logement

Cette vue aérienne de Genève est emblématique de notre ville : en mettant en valeur la Rade avec son Jet d'eau, les bâtiments monumentaux de l'hyper-centre et les sièges des organisations internationales, elle a toutes les qualités d'une carte postale.

Elle véhicule tout ce dont nous sommes à la fois fier-e-s et un peu prisonnier-e-s en tant que Genevois-es : la grandeur et la richesse d'une ville qui bénéficie d'un emplacement privilégié à la pointe du Lac Léman ainsi que d'une renommée mondiale exceptionnelle. Ce qui paraît au premier abord un peu trop banal, un peu trop kitsch, n'est pourtant que le premier niveau de lecture.

Ce que cette photo invite à prendre en considération n'est pas ce qu'elle montre, mais ce qu'elle laisse en dehors du cadre. Que ce soit le patchwork des communes genevoises, la Suisse, la France, l'Europe, le reste du monde : notre responsabilité, c'est de relever au quotidien le défi de penser notre territoire et notre identité non pas comme une entité séparée, bien délimitée par ses frontières administratives, mais comme une continuité, une dynamique, une confluence en mutation permanente. Dans ce sens, la politique communale est un domaine extrêmement exigeant : encadrée dans cadre légal étroit donnant parfois un sentiment d'impuissance, elle tend à limiter la portée de notre regard et celle de nos ambitions. D'où l'importance de se rappeler constamment que nos décisions et nos priorités ont un impact bien au-delà de toutes frontières, qu'elles soient codifiées ou uniquement présentes dans notre tête. Genève, c'est avant tout le produit d'innombrables influences et pour cette raison, le dénominateur commun de notre identité ne peut être ni une culture unique, ni le repli sur soi, mais la curiosité et le respect, gages incontournables pour tirer le plus grand profit collectif de nos atouts.

RÉGIS DE BATTISTA

Commissions des travaux, sociale, des naturalisations

L'argent ne fait pas le bonheur. Cette chanson française de l'époque résume bien la situation du monde associatif car effectivement ceux qui ont dit ça sont de sacrés menteurs. Depuis toujours, les associations sont à la recherche de ressources afin de pouvoir assurer leurs objectifs.

Leurs besoins sont toujours en augmentation car les débats de société ne vont pas diminuer, bien au contraire. Malheureusement, il faut le constater, les ressources diminuent régulièrement pour des raisons politiques sans tenir compte de la qualité du travail et des besoins des associations. Des coupes sont faites, particulièrement maladroitement, sans aucune éthique, et les mettent en péril.

Les principes mêmes du lien entre la vie économique et sociale défendue à l'origine par Aristote sont oubliés. Ce dernier avait le désir de comprendre le fonctionnement réel de l'économie marchande qui, contrairement à l'économie naturelle, repose sur l'échange monétaire. Son but était d'en diminuer les excès et aussi les inégalités.

Dans ce sens, nous devons continuer à rappeler que les luttes et débats des associations demandent une spécialisation grandissante venant de la complexité des dossiers. Les besoins en locaux comme en salarié-e-s permanent-e-s sont particulièrement criants et il est nécessaire que l'économie marchande cède une part de sa richesse afin que les associations soient soutenues et reconnues.



GRÉGOIRE CARASSO

Commissions des sports, de la culture

Rien n'est jamais acquis. C'est le sentiment que m'évoque cette photo de 2017. Rien n'est jamais acquis, notamment lorsqu'il est question de ce service public de proximité, assumé par une grande entreprise qui semble prendre ses décisions bien loin du terrain.

La Poste réalise chaque année plus d'un demi-milliard de bénéfices consolidés (CHF 558 millions en 2016, 645 millions en 2015, 638 en 2014 d'après les rapports annuels de gestion de La Poste). Malgré cette santé financière éclatante, rares sont les années où la question de la fermeture d'un bureau de poste ne s'est pas posée à Genève: route des Acacias, de Malagnou, rue du Beulet (Saint-Jean), du Stand, de la Ferme (la Cluse), Châtelaine, Cointrin, Anières, Corsier, Bellevue, Collex-Bossy, etc.

Le premier épisode dont je me souviens est celui de mon quartier, à la rue du Beulet. A deux reprises, le géant jaune a reculé face à une belle mobilisation citoyenne et politique. Le bureau existe toujours, quoiqu'avec des horaires réduits. Dans d'autres cas, l'issue fût plus malheureuse. Et le pire semble à venir. L'an dernier, la Poste a indiqué vouloir fermer d'ici 2020 entre 500 et 600 offices, touchant directement 1200 emplois en Suisse. Pour Genève, selon les estimations de Syndicom, cela pourrait représenter jusqu'à 39 bureaux, et concerner 200 salarié-e-s. Le groupe socialiste au Conseil municipal de la Ville de Genève a dernièrement obtenu, à une très large majorité, une résolution condamnant cette perspective de désert postal.

Un réseau d'agences dense et accessible est important pour les habitant-e-s, les petits commerces, les associations et les PME. Il participe à un service public de qualité. A chaque menace de fermeture, il faudra se mobiliser pour le rappeler au géant jaune.

MARIA CASARES

Commissions sociale, de l'aménagement et de l'environnement

J'ai choisi cette image pour mettre en évidence la masse de travail encore à réaliser concernant l'instrumentalisation du corps des femmes comme objet de désir incitant à la consommation et engendrant de la souffrance, de la violence.

Des différences entre les sexes sont construites à travers des contraintes imposées aux corps. Chez les femmes, les contraintes d'apparence sont très fortes. Elles commencent très tôt et n'en finissent presque jamais. La société impose une plus grande exigence de beauté chez les femmes que chez les hommes. Celles qui ne correspondent pas aux standards risquent rejet ou mépris. Cette domination devient un espace de souffrances et de violence.

Beaucoup trop d'entreprises utilisent le corps de la femme comme objet publicitaire. Il devient très vite manipulé, induisant des travers, car la publicité influence fortement l'image de notre corps en le sublimant. L'émerveillement produit n'est pas seulement positif. Les images de ces corps retravaillés presque à outrance les rendent inhumains et contrastent avec ceux des femmes de la vie quotidienne. Pour vendre une marchandise, des femmes sont mises en scène et souvent les images ne sont pas valorisantes pour elles. Dès 1975, les institutions de contrôle des publicités attirent l'attention et demandent plus de respect du corps de la femme.

Ce type de publicité véhicule indirectement des images engendrant des sentiments ou des comportements d'exclusion, d'intolérance et de violence. Elle cautionne l'idée d'infériorité de la femme et diminue son rôle dans la société. Elle est réduite à un objet de désir, à un objet sexuel. Elle suggère la dévalorisation du corps des femmes et par conséquent cautionne la violence. Par son influence, elle banalise la violence masculine, voire même la légitime.



JENNIFER CONTI

Commissions des travaux, des pétitions

Un système de santé en bout de course — Lorsqu'il est question de santé à Genève, la dimension du coût occupe toujours une place prépondérante. L'augmentation continue des primes d'assurance-maladie nous le rappelle chaque année : + 5,4% pour Genève (2018).

En 2016, les assureurs ont dilapidé 74,4 millions de francs en publicité et en commission à des intermédiaires. Des dépenses d'autant plus inacceptables, lorsqu'on constate que la prévention ne représente que 2% des dépenses nationales de santé.

Dans un tel contexte, le système actuel est devenu indéfendable sur le plan politique. En 2014, les Genevois-e-s ont exprimé leur volonté de réforme, en votant oui à l'initiative sur la caisse publique (57,39%). En attendant une réforme complète de la LAMal, le PS avec les autres membres de l'Alternative ont lancé l'initiative «Pour des primes d'assurance-maladie plafonnées à 10% du revenu».

Un triptyque d'initiatives — J'ai choisi cette thématique, car avec trois initiatives, nous sommes à un véritable tournant dans l'amélioration de notre système de santé et il est important de nous mobiliser. L'histoire nous l'a démontré : pour surmonter les blocages fédéraux, certains cantons développent de nouveaux modèles, à l'instar de Genève avec l'assurance-maternité cantonale. C'est dans cet esprit que l'initiative «Assurance-maladie. Pour une liberté d'organisation des cantons» propose la création d'une institution cantonale d'assurance-maladie pour les cantons qui le désirent.

Afin de limiter l'influence des assureurs sur la politique de la santé, la seconde initiative propose d'interdire aux parlementaires fédéraux de siéger dans l'organe de direction d'un assureur. En attendant le New Deal de la santé, une troisième initiative, cantonale cette fois-ci, a été lancée. Elle apporte une solution pragmatique pour maintenir le pouvoir d'achat de la classe moyenne genevoise, en limitant le montant des primes à 10% du revenu. Une mesure qui sera d'ailleurs mise en œuvre dans le canton de Vaud dès 2019.

EMMANUEL DEONNA

Commissions des sports, du logement, du règlement

Des mécanismes de déshumanisation sont à l'oeuvre aujourd'hui dans les camps de réfugiés où sont parqué-e-s les migrant-e-s aux portes de l'Europe du fait de la pusillanimité des Etats-nations ou dans les bureaux du placement et de l'aide sociale où il arrive trop souvent que les assisté-e-s (chômeurs, chômeuses, invalides, etc.) soient humilié-e-s par des employé-e-s salarié-e-s incompetent-e-s et sans scrupules.

A l'instar de cette jeune femme portant un écriteau «Ils ne sont pas des nombres!», partout s'élèvent heureusement aussi des voix pour critiquer ces évolutions inquiétantes, pour dénoncer énergiquement des agissements inhumains et pour exiger avec détermination la réalisation des principes de liberté, de justice et de solidarité qui devraient gouverner la vie sociale.

Dans son œuvre «Différence et Répétition», le philosophe Gilles Deleuze affirme que rien ne se répète jamais à l'identique. Il s'inspire de la doctrine du philosophe Héraclite pour qui «on ne peut pas entrer deux fois dans le même fleuve». L'eau ne cesse en effet jamais de couler. Elle est à chaque fois différente bien que le nom du fleuve reste identique et, à la limite, comme il le souligne, il est impossible de se baigner ne serait-ce qu'une seule fois dans le même fleuve! A partir de ces prémisses, Deleuze se livre à une critique de notre façon d'appréhender le monde et la réalité sociale. Celle-ci est asservie, selon lui, au besoin d'efficacité nécessaire à la conduite régulière de notre vie en société. Selon lui, «c'est toujours par rapport à une idée conçue, à une analogie jugée, à une opposition imaginée, à une similitude perçue, que la différence devient objet de représentation».

A mon sens, cette image est exemplaire car elle invite justement à questionner nos représentations de la vie sociale et du monde. Elle nous exhorte à faire de l'ouverture à la différence et à l'imprévisible une éthique morale, sociale et politique de premier plan.



JANNICK FRIGENTI EMPANA

Commissions des travaux, de l'aménagement et de l'environnement

La jeunesse emmerde vos compromis : non à l'austérité dans nos écoles ! Les mots jeunesse et compromis sont ce qui a déclenché l'acte de prendre cette photo et d'écrire un texte.

Je suis de nature plutôt conciliante et aime trouver un point d'équilibre dans l'échange. Une argumentation, même nourrie, convient à mon système de valeurs, alors que l'agressivité, la mauvaise foi, me mettent mal à l'aise. Il me semble en effet qu'il y a d'autres façons de se mettre d'accord. Palabrer, argumenter pour atteindre un équilibre satisfaisant les différentes parties.

Mais la photo me renvoie justement à ce que la conciliation (que j'associe ici à compromis) peut avoir de mou et générer d'insatisfaction. Puisque le compromis c'est justement la palabre, l'argumentation qui vise l'équilibre, la jeunesse me dit clairement qu'elle n'a que faire de cet équilibre ! Notamment celui de l'équilibre politique.

C'est à cela que me renvoie cette photo : la jeunesse dit «aux vieux» que les politiques d'austérité ne visent rien d'autre qu'à couper l'élan vital de l'espérance, celle qui cherche à miser sur l'avenir plutôt que sur le passé et les vieilles recettes.

Lorsque la politique municipale se fixe comme priorités de faire des économies, elle ne fait pas son devoir d'investir pour le futur.

La politique budgétaire telle que pratiquée par la droite majoritaire en Ville de Genève, ne cherche pas le compromis, ni le juste équilibre, elle ne mise pas sur l'avenir. Elle cherche à imposer une vision dénuée d'espérance et fait preuve de cécité vis-à-vis des véritables défis et enjeux de l'avenir. Investir, et surtout investir dans la formation, dans la culture, dans les outils de cohésion sociale, investir dans la jeunesse, devrait être une priorité de toute politique et celle-ci est si importante, si vitale, qu'elle ne peut, justement, souffrir d'aucun compromis.

AMANDA GAVILANES

Commissions de la sécurité, des pétitions, des naturalisations

Fin 2016, je suis devenue maman. On a beau avoir attendu avec impatience l'arrivée de ce petit être, rien ne nous prépare jamais totalement au choc de la rencontre. Personnellement, j'ai vécu cela à la fois comme un ancrage dans le passé, dans le présent et dans le futur.

Mon fils m'a confortée dans l'idée qu'il faut avoir des racines solides pour pouvoir se projeter sereinement dans l'avenir. La maternité est une source de force insoupçonnée. Mais aussi un révélateur puissant des inégalités et stéréotypes de genre qui entourent le rôle de mère et les tâches du *care*.

Événement bouleversant dans la vie d'une femme, la naissance d'un enfant est également éminemment politique. Car devenir mère, c'est se confronter aux attentes souvent implicites de notre entourage et aux difficultés du quotidien : conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale, poids de la charge mentale, double standard. La vie des jeunes mères est loin d'être rose. Et force est de constater que la société dans laquelle nous vivons ne les aide pas à améliorer cela. Elle les cantonne à un rôle très précis et accepte mal qu'elles en sorte. Le modèle de la femme au foyer ou qui travaille à temps partiel pour s'occuper de ses enfants reste encore dominant. De cela découle un manque d'adaptabilité des structures sociales et étatiques pour faire face aux réels besoins des femmes d'aujourd'hui. Manque de places en crèche ou de structures d'accueil parascolaires, licenciements au retour des congés maternité, inégalités salariales persistantes et j'en passe. Cela doit changer.

Il est temps que toutes les femmes qui décident de devenir mère se sentent soutenues dans leur choix et non contraintes à assumer un rôle qui peut s'avérer parfois d'une violence inouïe. Il est temps que maternité cesse de rimer avec limitations et précarité pour bon nombre d'habitantes de la Ville de Genève. En tant que femme, féministe, politicienne et mère, je m'engage à œuvrer pour cela. Pour dépasser le plafond de mère.



OLIVIER GURTNER

Commissions du logement, des travaux

Sur cette photo, qu'est-ce qu'on voit ? Une scène, des artistes, mais aussi le public. Un événement gratuit, ouvert à toutes et tous : un concert d'été au Parc de La Grange !

Concerts, expositions, représentations d'opéra, de théâtre et de danse, performances, littérature, poésie, cinéma, photographie, bande dessinée, jeux vidéo, installations dans l'espace public... l'art s'exprime de manière très différente, selon des formes très variées. Au fond, la culture, c'est une manière de se rapprocher les un-e-s des autres, d'échanger, de se divertir et de réfléchir sur soi-même et la société. Et il faut célébrer celles et ceux qui la font, et leur vocation à rendre Genève plus solidaire, plus riche, plus féérique, plus critique. Ayant co-dirigé un magazine culturel pendant 5 ans, Go Out! Mag, j'ai eu l'occasion de comprendre leur engagement fort et noble.

Fidèle à sa vocation, le Parti socialiste défend la culture, ses acteurs et ses publics, et donc promeut un soutien financier de la part des collectivités publiques. En effet, une culture privatisée, sans subventions, deviendrait le loisir exclusif de quelques fortunés, une culture sclérosée dans sa tour d'ivoire. En ville de Genève, les Socialistes soutiennent au contraire une culture pour toutes et tous, ce qui passe par une politique ambitieuse, des événements grand public comme la Fête de la Musique ou la Nuit des Musées, des actions pédagogiques et de médiation (soirées scolaires, ateliers), la relève de la création et des tarifs accessibles.

Voilà ce qui me plaît dans cette image : une culture de qualité, exigeante et populaire sans être populiste, ou pour reprendre les mots du célèbre metteur en scène suisse Benno Besson : « L'œuvre, c'est le spectacle, la rencontre avec le public. Elle sert à découvrir le monde concret, à jouer avec la réalité. »

PASCAL HOLENWEG

Commissions du règlement, des sports, des pétitions

Comme disait Auguste Blanqui « On aura touché la dernière limite de la perfectibilité, alors seulement que le droit du plus faible aura remplacé sur le trône le droit du plus fort ». Un jour tu verras, les policiers n'amenderont plus les mendiants : ils les payeront.

La photo dit tout du mépris social : les pieds bottés des policiers sans visage, devant le mendiant aux jambes amputées au-dessous du genou, les passants indifférents... Et ça ne renvoie pas seulement à la répression de la mendicité : ça renvoie aussi à la stigmatisation de tout ce qui n'est pas l'aisance matérielle. Par exemple, à la décision de transformer une allocation versée en argent, en une aumône octroyée en bons. Comme au XIX^{ème} siècle.

Au printemps 2017, la droite municipale avait voté pour un système de bons d'allocation de rentrée scolaire dépensables en ville plutôt qu'une somme en espèces, pour « favoriser les commerces genevois ». Cela a été invalidé par la Commission de la concurrence (Comco) qui a jugé la mesure non conforme.



AHMED JAMA

Commissions de l'aménagement et de l'environnement, sociale

J'ai choisi cette photo car elle représente pour moi l'espoir qu'il faut garder dans les moments difficiles.

Le monde actuel est agité. De nombreuses régions souffrent de la misère et de conflits armés. Les crises économiques s'aggravent et les foyers de tensions se multiplient. Face à ce durcissement des conditions de vie, des milliers de personnes fuient leur patrie en quête d'une vie meilleure.

Dans ce contexte troublé, l'incertitude sur l'avenir de nos sociétés occidentales grandit. La peur de l'inconnu peut entraîner un mouvement de rejet devant la différence. Même si cette attitude est compréhensible, il ne faut pas céder à la tentation du repli sur soi. Depuis sa création, la Suisse a démontré à plusieurs occasions son esprit d'entraide et de solidarité. Moderne et ouverte sur le monde, notre nation bénéficie d'un régime démocratique et d'une qualité de vie élevée. Au fil des ans, le multiculturalisme s'est développé et cette richesse a profité au bien commun. Aujourd'hui, de nombreux et nombreuses Suisses d'origine étrangère s'engagent à différents niveaux dans l'intérêt du pays. Si ce système fonctionne bien, c'est que chacun-e a compris la chance qu'il y a à vivre dans un pays accueillant et prospère.

L'intégration de la population étrangère est donc un élément central de la cohésion sociale. L'initiative «Genève Ville d'Accueil» menée de front par le Parti socialiste Ville de Genève s'inscrit dans cette pensée. Malgré les circonstances actuelles, il faut continuer de voir le monde avec espoir. C'est dans les périodes de troubles qu'il est primordial de poursuivre l'élan de fraternité qui existe dans notre société. Plutôt que de céder à la tentation du repli et de l'indifférence, il est important de révéler ce qu'il y a de beau en l'humanité. Cet effort nous permettra d'imaginer de nouvelles façons de tisser des liens entre humains. Un tel regard est porteur d'espoir. Cet espoir nous pousse à être solidaires et c'est comme cela qu'il faut appréhender les grands défis de notre temps.



ULRICH JOTTERAND

Commissions de l'aménagement et de l'environnement, de la sécurité, de la culture

En avril 2013, à Genève, lors d'une manifestation de la Coordination Ensemble contre l'exclusion et la xénophobie: suisses, immigrés, réfugiés, mobilisons-nous, cette femme photographiée, portant une pancarte «Personne n'est illégale», rappelle l'importance de la lutte contre les discriminations. Elle est sans doute membre de l'une des 50 associations qui sont engagées, sous différentes formes, contre les exclusions et ont participé à cette manifestation chapeautée par Stopexclusion.

Heureusement que dans notre ville de nombreuses personnes s'engagent pour rendre moins difficiles l'accueil, le séjour, l'intégration des migrant-e-s en Suisse. J'ai beaucoup de respect pour toutes les actions, toutes les initiatives en ce domaine ; et dans la mesure de mes forces et de mes moyens, j'essaie de contribuer au mieux. Et sur le plan politique? En tant que conseiller municipal socialiste? C'est précisément en raison de la montée de l'intolérance, de la xénophobie, voire du racisme que j'ai décidé de m'engager politiquement pour lutter, à ma modeste place, contre ces vagues de haine qui ressemblent fort à celles que j'avais connues dans ma jeunesse lors des initiatives de Schwarzenbach et de ses affidés contre la «surpopulation étrangère». C'était - hier comme aujourd'hui - une lutte pour une égale dignité de chacune et de chacun.

Et comme pour d'autres sujets, en particulier la lutte contre la pauvreté et les inégalités grandissantes dans notre ville, il s'agit d'intervenir dans les espaces formels ou non pour défendre la dignité des migrant-e-s, et celle des personnes fragilisées. Et par là même, la nôtre. J'ai bien conscience qu'aux yeux de certain-e-s politicien-ne-s de droite, mes propos sont ceux d'un bisounours. Mais à la différence d'une bonne partie de la majorité actuelle du Conseil municipal, je garde en mémoire quelques leçons du passé. D'une part, l'immigration en Suisse a toujours été une source d'enrichissement culturel et économique pour le pays. Genève en est un bel exemple. Enfin, le *Dictionnaire historique de la Suisse* évoque aussi un autre aspect des migrations dans notre pays: «Terre d'émigration pendant des siècles, la Suisse a pu nourrir sa population au XXème siècle mais rien n'exclut que les Suisses ne doivent renouer un jour avec une vieille tradition.» Quelle tradition? Mais celle de l'émigration économique!



INITIATIVE MUNICIPALE POUR UNE ACTION MUNICIPALE D'INSERTION ET DE RÉINSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE

Les citoyennes et citoyens soussigné-e-s, électrices et électeurs de la Ville de Genève, conformément aux articles 58, 59, 71 à 76 de la Constitution de la République et Canton de Genève du 14 octobre 2012, de l'article 36, en particulier lettre f, de la Loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 et des articles 86 à 94 de la Loi sur l'exercice des droits politiques du 15 octobre 1982 appuient la présente initiative et demandent aux autorités municipales de créer un système de soutien financier pérenne pour des programmes d'insertion et de réinsertion socioprofessionnelle qui ont fait leurs preuves ou sont en mesure de le faire.

Genève, lanterne rouge en matière de chômage et d'aide sociale

Depuis 1999 et hormis en 2016, le canton de Genève affiche chaque année l'un des taux de chômage le plus élevé de Suisse. A fin avril 2017, il se fixait ainsi à 5,3% (3,3% au niveau national) et concernait 12'329 personnes, dont 778 âgé-e-s de 15 à 24 ans. Depuis des années et malgré les réformes successives, les mesures mises en place au niveau cantonal sont incapables de résorber ce phénomène. En parallèle, le nombre de personnes inscrites à l'aide sociale ne cesse d'augmenter: fin 2016, elles étaient 23'237 dans cette situation. L'évaluation en 2016 de la Loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle (LIASI) a montré les limites du dispositif actuel d'insertion et de réinsertion. Elle a notamment mis en évidence le fait qu'un retour rapide et durable à l'emploi n'était pas toujours un objectif réaliste pour de nombreuses personnes en raison du durcissement du marché de l'emploi.

Soutenir le savoir-faire des associations

Depuis 2009, la Ville de Genève soutient des projets d'insertion et de réinsertion socioprofessionnelle de qualité développés par des associations engagées,

notamment dans la formation. Ces projets, adaptés aux besoins des bénéficiaires et tournés vers les attentes du marché du travail, ont fait leur preuve. Chaque année, ils permettent à des centaines de personnes de renouer avec une activité, de développer des compétences et de gagner concrètement en employabilité. En 2016, ce sont ainsi près de 1'000 personnes qui ont été soutenues par la Ville de Genève.

Créer et pérenniser un système de soutien financier

Pour mener à bien cette action, la Ville de Genève dispose de moyens aléatoires car remis en cause chaque année au moment du vote du budget municipal. Le but de cette initiative est de pérenniser l'action municipale en matière d'insertion et de réinsertion socioprofessionnelle, et d'offrir le soutien nécessaire aux associations pour bâtir des chemins solides vers l'emploi. Il est essentiel que la Ville joue son rôle en complémentarité avec la politique cantonale et apporte des réponses ciblées, en répondant en particulier à des besoins non couverts en matière de formation.

La signature doit être apposée personnellement à la main par le ou la signataire. Cela ne s'applique pas à la personne incapable de le faire par elle-même pour cause d'infirmité. Seul-e-s les électrices et électeurs de nationalité suisse ayant leur droit de vote sur la commune Ville de Genève et les étrangères et étrangers domicilié-e-s dans la commune et résidant en Suisse depuis au moins 8 ans peuvent signer cette initiative municipale.

Celui ou celle qui appose une autre signature que la sienne ou plus d'une signature est passible d'une amende administrative pouvant s'élever à 100 F. Les signatures obtenues par un procédé réprimé par la loi doivent être annulées (art. 87, al. 1, lettre b), et art. 91 de la Loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982).

A retourner, même incomplet, avant le 19 mars 2018 au Parti Socialiste Ville de Genève, 15, rue des Voisins, 1205 Genève.

	Nom (en majuscule)	Prénom	Date de naissance (jj.mm.aaaa)	Canton d'origine ou nationalité	Domicile (rue, numéro, code postal et localité)	Signature
1						
2						
3						
4						
5						





INITIATIVE MUNICIPALE

GENÈVE VILLE D'ACCUEIL !

Les citoyennes et citoyens soussigné-e-s, électrices et électeurs de la Ville de Genève, conformément aux articles 58, 59, 71 à 76 de la Constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012, de l'article 36, en particulier lettre f, de la Loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 et des articles 86 à 94 de la Loi sur l'exercice des droits politiques du 15 octobre 1982 appuient la présente initiative et demandent aux autorités municipales d'instaurer un soutien financier pérenne pour des programmes d'accueil et d'intégration des migrant-e-s.

Améliorer l'accueil et favoriser la cohésion sociale

Les premiers mois suivant l'arrivée dans un nouveau pays s'avèrent généralement cruciaux. Il est nécessaire d'accueillir, dans de bonnes conditions, les personnes migrant-e-s qui arrivent à Genève : des conditions de vie dignes. Ces personnes, celles et ceux qui proviennent de pays en guerre, qui ont vécu des parcours migratoires difficiles, les mineur-e-s non accompagné-e-s méritent une attention particulière. La Cour des Comptes, dans un récent rapport, relève que l'intégration des migrant-e-s doit être améliorée. Il est essentiel que leurs vies ne restent pas cloisonnées mais soient en lien avec la société d'accueil, ses institutions et l'ensemble de la population.

Renforcer les moyens des communes

Fin 2016, 7'741 personnes relevaient de l'asile à Genève. En Suisse comme ailleurs en Europe, les communes sont les premiers points d'ancrage de la migration. Elles reçoivent sur leur territoire les nouvelles et nouveaux arrivant-e-s, offrent des infrastructures et conditions pratiques d'accueil. Les communes se doivent d'accueillir et de créer des

liens avec les habitant-e-s pour favoriser la solidarité et la cohésion sociale. Le rôle des communes doit donc être défini, consolidé et soutenu par des moyens adéquats. Le Canton s'est d'ailleurs positionné en faveur d'une implication plus grande des communes.

Soutenir les associations

Ce travail d'accueil est aujourd'hui essentiellement porté par des associations. La Ville de Genève soutient ces associations depuis plusieurs années de manière ponctuelle ou régulière. Il s'agit à travers cette initiative de donner à la Ville les moyens de développer une véritable politique d'accueil et d'intégration en pérennisant le soutien financier aux associations et institutions qui développent des programmes dans ces domaines. Ce soutien garantirait un travail dans la durée, la solidité des projets et une meilleure coordination entre les différents intervenants: canton, communes, associations et institutions.

La signature doit être apposée personnellement à la main par le ou la signataire. Cela ne s'applique pas à la personne incapable de le faire par elle-même pour cause d'infirmité. Seul-e-s les électrices et électeurs de nationalité suisse ayant leur droit de vote sur la commune Ville de Genève et les étrangères et étrangers domicilié-e-s dans la commune et résidant en Suisse depuis au moins 8 ans peuvent signer cette initiative municipale.

Celui ou celle qui appose une autre signature que la sienne ou plus d'une signature est passible d'une amende administrative pouvant s'élever à 100 F. Les signatures obtenues par un procédé réprimé par la loi doivent être annulées (art. 87, al. 1, lettre b), et art. 91 de la Loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982).

A retourner, même incomplet, avant le 19 mars 2018 au Parti Socialiste Ville de Genève, 15, rue des Voisins, 1205 Genève.

	Nom (en majuscule)	Prénom	Date de naissance (jj.mm.aaaa)	Canton d'origine ou nationalité	Domicile (rue, numéro, code postal et localité)	Signature
1						
2						
3						
4						
5						





CHRISTINA KITSOS

Commissions de la culture, sociale

Si Adam Smith est souvent considéré comme le père du libéralisme économique, il n'en demeure pas moins qu'il reste l'auteur de la Théorie des sentiments moraux.

Il y explique notamment l'importance de développer une juste distance pour devenir un «observateur impartial» de soi-même, pouvant témoigner d'une approbation ou désapprobation morale à l'égard de ses actes.

Cette photo interroge, à mes yeux, le lien entre un système économique et financier et une dimension morale.

Les enjeux consistent à créer des synergies harmonieuses entre le global et le local, à réduire les inégalités sociales et à maintenir des équilibres naturels. Or, force est de constater que l'on produit et consomme toujours plus malgré l'épuisement de nos ressources naturelles. Le fossé entre les plus pauvres et les plus riches s'accroît. Derrière ces réalités apparaissent en filigrane des formes d'anomie.

La réponse à ces questions est souvent celle de la croissance. Or, la croissance n'est ni négative ni positive, c'est une courbe sur un graphique. C'est aux politiques d'y apporter la dimension éthique. Une majorité d'entre elles et eux reste cependant souvent bloquée soit dans des intérêts personnels, soit dans une approche technocratique, soit dans l'idée que seule la croissance, la hausse des dividendes, la valeur d'échange peut améliorer le bien-être humain au détriment de la valeur d'usage et de la cohésion sociale.

Dans ce contexte, la Cité a un rôle principal à jouer puisqu'elle représente le premier maillon politique de la vie sociale et économique. Ces problématiques sont des défis à résoudre : désertification des centres villes, la disparition des petits commerces et leur diversité au profit de chaînes internationales ou magasins franchisés, les phénomènes de gentrification, l'effritement du tissu social urbain, le maintien d'une économie locale, la sauvegarde de lieux culturels indépendants, l'efficacité énergétique, la transition numérique.

CHRISTIANE LEUENBERGER-DUCRET

Commissions du règlement, du logement, de la sécurité

Pourquoi tant de personnes sans abris ? Une dame sans logis avec son petit enfant. Elle a aujourd'hui trouvé un endroit pour manger.

Ont-ils un endroit pour dormir chaque nuit ?

Quelle misère, quelle injustice.

Pourquoi tant de personnes à la rue ? De plus avec un petit enfant.

Pour ma part, je croise beaucoup de personne à la rue, ça me touche beaucoup. Il faut que nous ouvrons encore plus de logis pour les sans-abris.

N'avoir pas de toit, ni à manger, est une des pires choses qui puisse arriver aux humains.





FRANÇOIS MIREVAL

Commissions des finances, des pétitions

Un modeste lotissement de petites maisons en bois. Quelques vélos, peu de goudron, pas d'habitant visible. De nombreuses lampes illuminent ce paisible instant nocturne, ensommeillé. Mais alors, à quoi bon tant de sources lumineuses ?

C'est ce paradoxe qui a guidé mon choix vers cette photo : le lien fréquemment posé (et pas seulement à droite) entre éclairage renforcé et sentiment de sécurité s'y trouve illustré magistralement.

Et pourtant, souvenons-nous... Lors de la si délétère campagne présidentielle française du printemps 2002, des voitures brûlaient chaque soir, face aux caméras du journal de 20h. Pire : la seule présence des journalistes poussait les casseuses et casseurs, avides de cette éphémère célébrité, à l'action ! Une certaine presse audiovisuelle hexagonale fabriquait ainsi elle-même l'angoisse chez les téléspectateurs-trices, diffusant cette angoisse et la relayant notamment là où elle n'avait pas lieu d'être. Le résultat est connu : l'austère et compétent premier ministre Lionel Jospin s'était fait devancer au premier tour par le président Jacques Chirac et, surtout, par l'extrémiste de droite Jean-Marie Le Pen.

C'est ainsi qu'à la périphérie d'une petite ville française, tranquille et provinciale, des aîné-e-s, apeuré-e-s par ce qu'ils et elles voyaient quotidiennement sur leur petit écran, demandèrent au maire d'installer moult éclairages publics dans leur quartier de petites demeures, entre lesquelles des astronomes amateurs pouvaient encore, en toute obscurité, s'adonner à leur silencieuse passion. C'est d'ailleurs l'un d'eux qui fit le récit de ces événements dans la revue de vulgarisation scientifique « Ciel & Espace » quelques mois plus tard. Bien sûr, l'édile choisit l'électorat le plus influent et obtempéra : les télescopes et leurs utilisateurs n'eurent plus qu'à s'en aller.

Sauf que la jeunesse locale, trop heureuse de l'aubaine, s'installa rapidement sous les lampadaires neufs, et les inaugura chaque fin de semaine à grand renfort de caisses de bières et de musique rythmée et sonore, au grand dépit du voisinage. Fin de la quiétude : l'éclairage tant souhaité avait créé l'insécurité même qu'il était supposé chasser.



MARIA VITTORIA ROMANO

Commissions des finances, des naturalisations

J'ai immédiatement été attirée par cette photo. Elle me rappelle mon adolescence, ma collection Panini, les matchs du Mondial regardés à la télé avec mon père, mon adoration pour les joueurs Cabrini, Rossi et Tardelli (et pas seulement pour leur maniement du ballon) et les discussions animées le lendemain des matchs avec mes camarades suisses.

Je n'oublierai pas ce sentiment de rédemption sociale lorsque l'Italie gagnait un match. Cela fait peut-être sourire aujourd'hui et pourrait être interprété comme du nationalisme primaire, mais il ne faut pas oublier que, dans un petit village suisse alémanique, les étrangères et étrangers menaient souvent une vie à part, en marge.

J'ai moi-même beaucoup joué au foot avec les garçons du voisinage, on s'éclatait pendant des après-midi entiers loin des regards craintifs des parents. Nous n'avions pas beaucoup de jeux et mes parents étaient trop pris par le travail pour pouvoir nous proposer des activités. En somme, peu de moyens, une franche camaraderie et beaucoup de liberté.

Je regarde mon fils grandir, un fêru de football comme son grand père et je me dis que les choses ont changé, mais pas forcément pour le mieux. Dans la cour d'école, il y a une trop grande ségrégation entre filles et garçons. Les garçons jouent au foot et les filles regardent, discutent ou se chamaillent entre elles. Je me suis aperçue que dans mon village rural en Appenzell dans les années 70 et 80, on jouait beaucoup plus ensemble, garçons et filles. Il y avait beaucoup moins de différences. L'habillement était unisexe : sweatshirt gris, noir ou bleu, jeans et baskets. Il n'y avait pas du rose et des paillettes partout, à part pendant le Carnaval.

J'aimerais qu'on favorise beaucoup plus la mixité dans les activités sportives pratiquées par les jeunes et plus particulièrement dans le foot, sport populaire par excellence. Je suis persuadée que plus de mixité dans un sport considéré comme « masculin » pourrait aussi avoir un impact positif sur la ségrégation de genre dans le contexte professionnel.



ALBANE SCHLECHTEN

Commission des finances, des sports

Au fil des dénonciations autour de l'affaire Weinstein et d'autres idoles du showbiz, au fil des témoignages de politiciennes qui ont démontré, qu'en Suisse aussi, le sexisme sévit à différentes échelles de gravité dans nos institutions, la parole s'est libérée.

Elle s'est libérée chez les femmes qui analysent à présent certaines scènes comme relevant de l'inacceptable, au regard de la loi et du respect de nos valeurs démocratiques. Alors qu'elles les avaient classées jusqu'ici, par instinct de survie, comme appartenant à cet attirail de mots et de manœuvres visant à nous maintenir dans une catégorie « femmes-politiciennes-minorisées ». La compréhension des schémas d'intériorisation et de banalisation des propos est en train de modifier fondamentalement l'attitude et les actions de nombreuses femmes et d'hommes dans la sphère politique, mais aussi dans les milieux professionnels, ainsi que dans la sphère privée.

Travail, engagements militants, mandat politique, famille. Conserver la forme, faire du yoga, toujours avoir le look, être toujours dans le vent ? Pour qui et pourquoi est-ce que je fais les choses ? Féministe, oui je le veux ! mais pas trop non plus, parce que bon les féministes... explications, histoire, définitions, compréhension ? Langage épïcène, indispensable mais pas n'importe comment, peur de la phrase à rallonge ; arrivée au bout de la phrase ouf ! : - non .. non // Etre une femme d'aujourd'hui : faire du sport, assurer les charges mentales, faire front, faire face au plafond de verre, aux harceleurs, et toujours avoir l'air souriante ? Intolérances, gluten, lactose, extrême-droite... gueule de bois. Ecran, tapoter, clic droit-gauche, besoin d'espaces, de dormir, rêver, demain ce sera plus clair.

Je m'éveille. Enfin ! Une femme est à nouveau présidente de la Confédération. La présidente du Conseil municipal m'envoie une convocation pour la prochaine session. Je sors et enfourche mon vélo ; harcèlement de rue, slutshaming, ça repart dans ma tête. Comme quoi, on n'est pas encore sorti de tout ça, on vient même peut-être seulement d'y entrer. La parole s'est libérée, oui. L'histoire ne fait que commencer.



MARTINE SUMI

Commissions des finances, sociale, des naturalisations
Bureau du conseil municipal

Cette photo me fait à la fois chaud au cœur et froid dans le dos !

De l'invention, il y a 5000 ans, de la feuille de papyrus, un support d'écriture, à l'Opération Papyrus dans le canton de Genève qui rend enfin possible, depuis le printemps 2017, la normalisation de personnes jusqu'ici sans autorisation de séjour, il y a eu dès les années 2000 les luttes tenaces, têtues, forcément dans l'ombre, des féministes d'ici solidaires avec les femmes du monde entier qu'elles demeurent très loin ou habitent avec nous dans nos domiciles.

Le moment le plus médiatique, pas forcément le plus représentatif de ces combats, a été l'appel pour la régularisation collective des personnes sans statut légal en 2004. Ce cri, pour que l'Etat assume son devoir de protection des personnes en situation irrégulière particulièrement exposées à toutes formes d'abus, a fédéré des centaines d'associations dont le Parti socialiste, personnalités politiques, obtenu des dizaines de milliers de signatures de soutien, été à l'origine de recherches académiques et de réflexions pragmatiques sur l'apport essentiel du travail de ces femmes principalement dans l'économie domestique mais aussi de tous ces hommes sur les chantiers sans qui plus un mur ne serait monté actuellement dans notre région !

Chaud au cœur quand je pense à mon amie Kathi, au bénéficiaire d'une excellente formation pédagogique, qui après quinze ans d'engagement dans des familles genevoises a, grâce à l'Opération Papyrus, enfin pu retourner au Pérou embrasser sa maman puis revenir ensuite à Genève avec de la joie et de la force que seule la liberté de mouvement et de résider peuvent procurer.

Froid dans le dos quand je me sens si désarmée pour cette nouvelle population si démunie de fuyitifs, de fugitives, qui arrivent de pays en guerre ou en désespérance économique, climatique : arriveront-ils, arriveront-elles, eux aussi, elles aussi, à obtenir une place juste humaine parmi nous ?

Nos avenir respectifs sont pourtant et de manière inaliénable liés et la qualité de notre vivre ensemble dépendra de la solidarité et de la responsabilité dont nous saurons faire preuve les un-e-s envers les autres.



SYLVAIN THÉVOZ

Commissions de la culture, du règlement, de l'aménagement et de l'environnement

La transformation numérique modifie notre rapport au monde. Cette transformation a un impact sur nos liens, privés ou publics. Le niveau de conscience et l'engagement politique sont insuffisants concernant le traitement des données personnelles et leur éventuel usage abusif.

Le travail de sensibilisation concernant la manière dont chacun-e transmet ses données personnelles, doit être accentué, en partenariat avec les experts et les associations; la législation mise à jour, la pédagogie à la citoyenneté numérique développée. Il existe des gestes simples pour protéger ses données. Comme l'on connaît les gestes qui sauvent, les numéros d'urgence ou les bonnes pratiques sur la route, chacun-e devrait connaître ceux qui préservent son intégrité numérique, et nul ne devrait être livré à soi-même dans la jungle du numérique.

Ultra connectés, ultra exposés, donc ultra vulnérables, voilà ce que me raconte cette photo. Nos smartphones et tablettes comptent le nombre de pas que nous faisons, calculent nos cycles de sommeil, évaluent nos calories ingérées, nous localisent en temps réel. Ces données sont potentiellement transmises à des assureurs, avec toutes les conséquences imaginables. Nous usons du numérique, le numérique nous utilise. Les mots valises comme *smart city*, *blockchain*, *big data* sont les éléments d'une novlangue de communicant-e-s, renforçant des rapports de pouvoir. La numérisation expose nos cerveaux, nos existences, à certaines opportunités, mais également à des risques inédits. Une approche politique, critique, participative et pragmatique, sur ces enjeux est nécessaire. La numérisation implique surtout une attention particulière aux rapports Nord-Sud. Qui dit numérisation, dit importation en provenance des pays du Sud de matières premières produites dans des conditions inhumaines et écologiquement coûteuses. Alors que notre ville occupe une place centrale sur le marché des matières premières, nous devons nous engager pour le respect des droits humains liés à la numérisation.

SIMONE IRMINGER

Co-Présidente

Le label «Genève, ville sociale et solidaire» sonne creux. A Genève, on a le droit de dormir sur le domaine public, pour autant qu'on laisse les lieux propres et qu'on ne dérange pas son entourage.

Eh bien, moi, ça me dérange de savoir et de voir que dans ma ville, ma ville de gauche, des dizaines de personnes, voire des centaines lorsque les lieux d'hébergement d'urgence sont fermés, dorment sur le domaine public. Africains sans papiers, familles roms, gens d'ici en rupture sociale, marginaux, toxicomanes, ces hommes, ces femmes sont sous nos yeux, dans les parcs, sous les ponts du Rhône ou dans des recoins de la ville. Dès la nuit tombée, ils et elles se transforment en gisant-e-s, emballé-e-s dans des sacs de couchage ou de simples couvertures. Certes, le service social municipal n'est pas inactif et fait des rondes l'hiver pour s'assurer que personne n'est en danger de mort. Des associations proposent des petits-déjeuners et des repas gratuits. Bel et insuffisant effort qui contribue à laisser nos consciences en paix, à anesthésier notre capacité d'indignation et à banaliser l'inacceptable. Personnellement, j'attends plus des autorités municipales, j'attends une volonté politique d'agir et de faire de Genève une ville exemplaire dans la lutte contre la précarité. Ne serait-ce pas la moindre des choses dans cette ville où les affaires sont florissantes, où les exercices budgétaires se clôturent chaque année par des dizaines de millions d'excédent de revenus, où nous bénéficions d'un cadre de vie exceptionnel? Aujourd'hui, le label «Genève, ville sociale et solidaire» sonne creux, tel un vase sur lequel on frappe et dont le son indique une fêlure. Redonnons-lui de la force et des raisons d'en être fier-e-s.

LIRE C'EST COMBATTRE

Les livres, les films, sont une ressource inépuisable pour se construire une vision du monde, renforcer ses intuitions politiques, questionner et dénoncer les inégalités. Causes Communes propose ici quelques critiques d'œuvres remarquables. Si, en plus, de faire réfléchir, cette petite sélection élective invitait chacun-e à aller acquérir un de ces ouvrages dans une librairie indépendante de Genève, nous en serions comblés.

SYLVAIN THÉVOZ

Tu parles bien français pour une italienne

Ada Marra

Georg éditeur, 2017

Née à Lausanne en 1973, de parents immigrés, ouvrier et ouvrière italiens, arrivés en Suisse au tout début des années 1960, Ada Marra signe par cet ouvrage illustré avec finesse par Denis Kormann un témoignage important permettant de réfléchir à ce qu'est l'identité suisse, ce qu'elle recouvre, et comment on l'acquière. Pour elle : *Il n'y a pas une seule identité suisse, que l'on soit né ou non avec le passeport rouge à croix blanche. La définition institutionnelle n'est qu'une photo à un moment donné de rapports de force dans la société.* Le combat d'Ada Marra porte contre les fondamentalismes et l'opposition des un-e-s contre les autres, des hommes contre les femmes, des Suisses contre les étrangers, des moutons blancs contre les moutons noirs, dans des blocs hermétiques qui ne se parlent pas. La suppression de la commission des naturalisations obtenue de haute lutte au Conseil municipal de notre ville sur demande du Parti socialiste au mois de février, illustre le pouvoir que nous avons de changer la manière dont nous voulons traiter la question de l'obtention de la nationalité Suisse. Cette question est politique,

et nous devons peser de tout notre poids pour rendre le processus de naturalisation plus accessible, transparent, équitable, en un mot : facilité. C'est là également le propos d'Ada Marra.

*L'Ordre divin,
(Die göttliche Ordnung)*

Petra Volpe

Zodiac Pictures, 2017

L'ordre divin a été le film suisse le plus vu en 2017 avec plus de 340'000 entrées, et fort justement couvert de prix internationaux. Ce film engagé, féministe, retrace la lutte des femmes d'un petit village en Appenzell pour l'obtention du droit de vote à l'orée des votations nationales de 1971 sur le suffrage féminin. Dressant le portrait d'une société patriarcale violente aux rapports de genre figés, où la domination masculine est assise sur l'église, l'armée et la tradition, l'émergence de femmes décidées à obtenir leurs droits et être considérées comme égales des hommes ne va pas sans peine. Ce film retrace avec humour et esprit le combat de ces pionnières, nous rappelant qu'il n'y a pas si longtemps dans notre pays, les femmes devaient obtenir l'autorisation de leurs maris pour pouvoir travailler, ne pouvaient pas voter, étaient considérées comme des citoyennes de second rang dont les seules tâches ménagères étaient le champ de compétences reconnus. A l'approche du 8 mars, journée internationale des droits des femmes, ce film permet de prendre acte du chemin parcouru, mais aussi d'où nous venons, et combien le chemin pour plus d'égalité entre les femmes et les hommes nécessite encore toute notre énergie. Un film magistral, un véritable coup de fouet !

Le socialisme, ou comment ne pas s'en débarrasser

Pascal Holenweg

Editions de l'Aire, 2017

Notre camarade Pascal Holenweg dans ce petit livre tonique rappelle les fondamentaux du socialisme. Mâtiné d'un constat sans appel sur l'état actuel de la gauche, il rappelle les périls actuels : converger vers

un centre indistinct, s'efforcer à réformer ou recomposer, alors que la véritable ambition devrait être de retrouver une hégémonie culturelle. Holenweg sonne le réveil avec une écriture efficace et fluide, où il convoque tour à tour l'histoire et les grandes figures du socialisme, de Marx (Un spectre hante la gauche socialiste européenne : celui de son impotence), à Proudhon, en passant par Gramsci, il invite à retourner aux sources et à une radicalité première. Basant celle-ci sur la question de la propriété, pensée comme le lieu du clivage entre le socialisme et ses adversaires, pour lui : *est socialiste toute organisation pour qui la propriété collective prime sur la propriété individuelle et la propriété sociale sur la propriété privée.* Holenweg renvoie dos à dos étatisme et capitalisme, ouvrant un chemin de créativité, et d'engagement libertaire. Bréviaire militant, essai philosophique et historique, avec un sens caustique et des punchlines mordantes, ce livre devrait ravir les militant-e-s de 9 à 99 ans qui veulent définitivement changer le monde avant qu'il ne soit trop tard.

PIERRE RUEL

Requiem pour le rêve américain

Noam Chomsky

Gallimard, 2017

Ne vous laissez pas leurrer par l'expression «rêve américain» : ces «dix principes de concentration de la richesse et du pouvoir» - ou 10 méthodes de destruction de la démocratie - ressemblent énormément à celles en vigueur à Genève - ville et canton - en Suisse, dans l'UE, etc. Ici comme aux USA, 1% de la population possède la majeure partie de la richesse et cherche, par des baisses d'impôts, à l'augmenter encore (c'est le but de PF17). Dans ce pseudo-capitalisme, il faut réduire l'Etat, mais pas trop afin qu'il puisse tout de même sauver les Citibank et les BCGe. Un budget de l'éducation réduit réserve les études universitaires aux nantis et contraint les autres à terminer leur cursus tellement endettés qu'ils intègrent le premier cabinet d'affaires venu et sont happés par le système. Et ainsi de suite.

4XNON AUX COUPES

BUDGÉTAIRES

LE 4 MARS

LÉA WINTER,
COLLABORATRICE POLITIQUE PSVG

Suite à l'annulation de la votation prévue initialement le 24 septembre 2017, la population est appelée à se prononcer à nouveau sur les 4 référendums contre les coupes budgétaires en Ville de Genève le 4 mars 2018.

Le Parti socialiste a relancé la campagne sur cet enjeu d'importance, allié à ses partenaires (partis de l'Alternative, syndicats, associations) réunis en comité unitaire.

Les domaines qui seraient touchés par ces coupes à hauteur de 2.5 millions sont en effet au cœur de nos préoccupations : logements, cohésion sociale, solidarité avec les plus démunis-e-s, diversité de la création culturelle, sport pour toutes et tous, sécurité, etc. Il est nécessaire de se mobiliser à nouveau pour cet enjeu majeur pour la population. Tous les arguments sont de notre côté, compte tenu de l'excellente santé financière de la Ville.

Une échéance qui arrive tard

L'annulation de la votation en septembre dernier crée la confusion. Le 4 mars, nous devons nous prononcer sur le budget de l'année écoulée. Si ce calendrier peut paraître absurde, les raisons de mobiliser pour le 4 X NON ne le sont pas. En effet, faute d'avoir pu voter le budget 2018, cette année a démarré sous le régime des « douzièmes provisionnels » basés sur le budget 2017. Ainsi, l'enjeu réel de ces référendums vise à rétablir les sommes coupées non seulement pour 2017 mais aussi pour 2018, sans parler du message politique à adresser à nouveau à la droite de la part de la population.

Une claquette pour l'économie locale

La première proposition de coupes portant sur 1 million de francs dans les dépenses générales des cinq départements pousse la

Ville à faire des choix impossibles : l'entretien des préaux ou les cours de sport pour les personnes âgées ? La Ville est à vous ou le budget des pompiers ? Au delà de l'impact sur le personnel de la Ville, c'est aussi de nombreuses PME qui assurent ces mandats et verront leurs activités décroître. Alors que la promotion économique locale fait partie des priorités de la Ville, cette coupe est inacceptable.

Déni de solidarité

La deuxième coupe proposée au vote concerne une diminution de 340'000 CHF des dépenses pour la solidarité internationale qui affecterait le travail des associations genevoises actives dans les pays du Sud. Les projets de coopération au développement, d'aide humanitaire et de défense des droits humains participent au rayonnement de Genève dans le monde. Compte tenu de notre expertise en la matière et du foisonnement d'associations dynamiques qui s'établit dans notre ville, notre contribution à un développement durable et solidaire devrait au contraire être renforcée. Le signal de ces coupes est désastreux. Nous devons les refuser.

Appauvrissement culturel

Le troisième référendum s'oppose à une diminution de 963'160 CHF des dépenses dans l'encouragement à la culture. Cette coupe signifierait une diminution des prestations proposées par les Bibliothèques municipales, les Musées, les Conservatoires ou encore le Jardin botanique. De plus, la programmation des grandes manifestations populaires telles que les concerts au Parc La Grange, la Nuit des Musées, la Fête de l'Escalade ou la Fête de la Musique serait réduite et des postes de travail supprimés.

La création artistique est une richesse de Genève. L'accès à la culture et aux connaissances ainsi que les manifestations gratuites sont indispensables pour la cohésion sociale et le maintien d'une société libre et démocratique. Elles permettent la mixité sociale, le débat d'idées et la création de



liens. C'est une priorité pour les Socialistes et les habitant-e-s de Genève.

Une attaque contre les plus précaires

La dernière coupe est la plus révoltante : elle demande une diminution de 150'000 CHF des dépenses pour les allocations de rentrée scolaire. Cette prestation aide les familles les plus modestes à faire face aux dépenses inhérentes à la rentrée de septembre. Le mépris manifesté par la droite en s'attaquant à cette ligne est insupportable. Toute société qui se respecte se doit de mettre en place un filet social qui garantit à chaque personne la jouissance de ses droits fondamentaux et la protège des discriminations.

4 X NON

Le programme de démantèlement social et culturel auquel s'est dédié la droite dès le début de cette législature doit être stoppé. En vue du 4 mars, la section doit informer et mobiliser les habitant-e-s de la Ville, y compris les personnes étrangère résidentes depuis 8 ans ou plus à Genève, pour refuser ces coupes budgétaires. Le peuple l'a déjà fait avec force en 2016, et compte tenu de la bonne gestion des finances de la Ville, la confiance devrait demeurer.

Au-delà de la résistance, le PSVG veut être force de proposition. C'est pourquoi, à travers ses deux initiatives municipales *Genève Ville d'accueil* et *Pour une action municipale d'insertion et de réinsertion socioprofessionnelle*, la section demande que des thématiques prioritaires, comme l'accueil des primo-arrivant-e-s, la formation et l'emploi ainsi que les associations qui les portent, bénéficient d'un soutien financier pérenne qui ne soit pas remis en question chaque année.

Ainsi, votons 4 X NON le 4 mars contre les coupes budgétaires et mobilisons-nous pour la récolte de signatures pour nos initiatives qui nous permettent d'interagir de manière positive avec nos concitoyen-ne-s.

DES FÊTES DE GENÈVE ENFIN POUR TOUTES ET TOUS!

OLIVIER GURTNER,
CONSEILLER MUNICIPAL

Le 4 mars, les citoyen-ne-s de la Ville de Genève doivent voter sur la plus grande manifestation de Suisse. Il faut être clair, la situation de départ n'est pas rose : des tarifs excessifs, une qualité discutable, un mauvais bilan écologique. Une initiative a été lancée pour réclamer des Fêtes de Genève « plus courtes et plus conviviales ».

NON à l'initiative trop restrictive

De quoi parle-t-on ? D'une manifestation qui serait ramenée à 7 jours, des forains déplacés à Plainpalais et d'une programmation gérée par la Ville de Genève. La réponse de Genève Tourisme est très claire : on peut alors fermer. En effet, ce format n'est pas viable financièrement.

Il ne s'agit pas ici d'ignorer les problèmes de Genève Tourisme, une Fondation incapable de se remettre en question, dont la gestion a été critiquée dans un audit cantonal, une édition 2016 qui prévoyait 2 millions de déficit, pour finalement arriver à... 6 millions ! Une édition 2017 affichant 3.2 millions de déficit. Le départ d'Emmanuel Mongon, selon des conditions restées secrètes, le silence répété de la direction, les forains qui imposent leurs manège sans aucune autorisation, et en décembre dernier un directeur et un organisateur congédiés. Quelles

sanctions adopter, mais surtout comment sortir d'une telle série noire ?

Là est bien l'enjeu en réalité : que les habitant-e-s reprennent la parole, qu'ils et elles expriment leur volonté pour les fêtes, et que la collectivité retrouve la place qui est la sienne, quitte à sanctionner sévèrement les responsables fautifs. On l'oublie souvent, mais la Rade appartient à la Ville de Genève, qui d'ailleurs mobilise des moyens à hauteur de 1.9 millions par année pour accueillir la manifestation. Il lui revient donc de la mettre à disposition de Genève Tourisme, mais sous conditions.

OUI au contre-projet raisonnable

C'est ici qu'intervient le compromis du Conseil administratif, présenté sous forme de contre-projet à l'initiative, le 4 mars. Que dit-il ? Au lieu de 7 jours, il propose des Fêtes sur 11 jours, donc deux week-ends, ce qui rend la manifestation viable financièrement.

Au moment de voter au Conseil municipal, en septembre dernier, le groupe socialiste a voté pour le contre-projet, le considérant plus équilibré et prenant en compte les besoins de la population et de Genève Tourisme. Fruit d'un important travail à la commission du domaine public, de la sécurité, de l'information et de la communication (CSDOMIC), le contre-projet a été accepté par tous les partis, sauf le MCG. En effet, des éléments importants, en accord avec les valeurs socialistes, ont été ajoutés, comme l'accès garanti au lac pour les passant-e-s (pour éviter de privatiser des stands), un accès facilité aux personnes à mobilité réduite, une empreinte écologique

limitée ainsi que des tarifs attractifs. Signe de confiance des militant-e-s PS, vous avez voté le 14 décembre dernier en Assemblée générale pour ce contre-projet.

Pour revenir à l'essentiel, rappelons que Genève doit maintenir des Fêtes de qualité pour toutes et tous, qui prennent en compte les besoins de chacun-e et qui proposent une programmation de qualité, à même d'attirer les visiteurs et visiteuses comme les habitant-e-s. La manifestation a trop longtemps fait les gros titres et mérite une sérieuse reprise en main, que Genève Tourisme se réveille sérieusement et écoute la population pour que les Fêtes de Genève deviennent, enfin, plus conviviales !

Le 4 mars
NON à une
initiative trop restrictive
pour les Fêtes de Genève

OUI à un
contre-projet
raisonnable !

Question subsidiaire
IN X CP

PS | Parti socialiste
Ville de Genève

OUI AU LOGEMENT AU PETIT-SACONNEX

SYLVAIN THÉVOZ,
CONSEILLER MUNICIPAL

Le 4 mars nous votons OUI à la construction de logements en Ville, et pour un quartier du Petit-Saconnex vivant. Nous soutenons la délibération du Conseil municipal de la Ville de Genève approuvant le projet de modification des limites de zone au Petit-Saconnex. Ce OUI est un signal important au développement de notre ville et à ses habitant-e-s. Comme Socialistes, l'intérêt général est prioritaire. Nous voulons que ce quartier ait la chance d'évoluer, de manière respectueuse pour l'environnement, et pour le bien de toutes et tous.

Un peu d'histoire

Le site Moïse Duboule s'est construit sur d'anciens domaines agricoles, principalement entre 1800 et 1940. Aujourd'hui, il y règne un enchevêtrement de petites maisons autour de la place du Petit-Saconnex, avec une pente très marquée couverte d'une végétation variée. Les parcelles y sont découpées par des murs, avec des ruptures d'échelles entre le centre historique et les grandes opérations immobilières des années 70. Cela donne un ensemble disparate qui n'est pas pleinement réalisé. Les propriétaires des 18 villas du site ainsi que l'UDC et le MCG ont soutenu un référendum pour que rien ne bouge. Comme Socialistes, nous portons une autre vision pour notre ville que celle de la nostalgie crispée. Ne pas accepter aujourd'hui le changement de zone signifierait s'aligner avec l'UDC et le MCG et leur vision de la ville passéiste et clientéliste. Créer un Ballenberg genevois, un petit réduit pour des privilégié-e-s, n'est pas compatible avec notre vision sociale.

Faire évoluer en douceur le quartier

La modification de plan de zone soumis à votation le 4 mars préserve l'esprit du quartier actuel et permettra d'utiliser les sols d'une manière optimale ainsi que d'implanter 200 logements en ce lieu. Mais attention, sur un horizon de 20 à 30 ans, progressivement ! Il n'y a donc aucun risque de grand chambardement, mais plutôt la chance de permettre une lente évolution. Aucune expulsion n'est à redouter. Les propriétaires qui voudront vendre ou construire pourront le faire au fur et à mesure dans le cadre d'un plan localisé de quartier concerté, encadré par la loi.

Pour le bien-être de toutes et tous

La modification de plan de zone sur laquelle nous nous prononçons est raisonnable. Nous sommes face à l'un des derniers secteurs pouvant se développer en Ville de Genève, en conformité avec le plan directeur cantonal. On valorisera le patrimoine bâti existant en créant des venelles piétonnes, en alignant les bâtis pour créer une urbanité avec la place du Petit-Saconnex, en alignant le chemin de la Tourelle avec l'existant. On valorisera l'espace public avec une densité adaptée en renforçant les liaisons traversantes existantes, en créant un maillage de circulations douces tout en préservant la quiétude du quartier. De nouvelles zones plantées seront ajoutées aux endroits qui visent à être assainis. La verdure sera préservée. Ce quartier est calme, avec un trafic limité. N'est-il pas juste d'en faire profiter le plus grand nombre possible en faisant évoluer l'habitat d'une manière harmonieuse ? Si l'on ne construit pas ici, comment pourrait-on justifier de le faire ailleurs ?

Un projet qui ne défigure pas le quartier

Contrairement à ce que prétendent les référendaires, rien ne sera saccagé. Tout ce qui pouvait avoir une valeur de patrimoine a été exclu du périmètre. Les villas Heimatstill, la place du Petit-Saconnex, le Café du Soleil, tout sera préservé ! L'implantation future des nouveaux bâtiments

reprendra en majorité l'emprise au sol du tissu urbain existant. On ne casse rien. On modifie. On bonifie.

Conclusion

Certes, voir évoluer des quartiers bucoliques provoque toujours un pincement au cœur. Mais pensons à celles et ceux qui doivent faire 2h de trajets pour venir au centre-ville car ils ne trouvent pas à s'y loger. Pensons à celles et ceux qui paient le prix sanitaire de la pollution lié au trafic et refusons le quant-à-soi, la défense de privilèges pour quelques-un-e-s.

Comme Socialistes, nous sommes prêt-e-s à affronter le changement. Nous défendons le logement en ville et voulons le rendre accessible au plus grand nombre. Voter oui le 4 mars à la modification du plan de zone au Petit-Saconnex, c'est permettre l'ouverture de belles perspectives pour ce quartier, avec une possibilité de densification raisonnable. C'est regarder vers demain, et non vers hier, en prenant soin que le changement opère en douceur et soit choisi plutôt que subi.



AVS

L'association EXIT pour le droit à mourir dans la dignité annonce qu'au 31 décembre 2016, elle comptait 24'225 membres. Notre système de retraite est sauvé.

BARTHASSAT

Je prétends avoir un bilan quand je n'en ai pas. Je débats à la radio face à une opposante et l'insulte. Je manie les fausses informations avec un air bonhomme. Je fatigue mes chefs de service et use mes collaborateurs. Je prétends être un génie équilibré... Non, je ne suis pas de nationalité américaine, non. Je suis, je suis...

BONFANTI

Pour la cheffe de police, relativisant les infractions de ses troupes, un arbre qui tombe fait plus de bruit qu'une forêt qui pousse. Certes, certes, mais des plants de chanvre planqués dans les poches des pandores, ça fait pas mal de potin aussi.

BONNANT

Les accusatrices de Tariq Ramadan, nous allons "les débuser", a claironné l'avocat de Ramadan, Marc Bonnant, quand des élèves de l'islamiste l'ont dénoncé en harceleur, en abuseur, voire en violeur. Et depuis? Silence... C'est dur de n'être que Bonnant quand on se rêve Vergès...

DAL BUSCO

Le grand argentier accuse la gauche de mettre en péril des dizaines de milliers d'emplois. Eh Serge, pour rappel la droite est majoritaire au Conseil d'Etat et au Grand Conseil! Pas besoin de toute la gauche pour mettre en péril l'économie genevoise. Un seul homme suffit...

BUTTET

L'illustre Yannick Buttet a retrouvé sa Mairie de Collombey-Muraz (c'est en Valais), dont il s'était mis en congé le temps d'un traitement de son alcoolisme, en même temps qu'il avait démissionné de son mandat de Conseiller national après les accusations portées contre lui de harcèlement sexuel. Selon la radio locale qui a annoncé son retour à la présidence de sa commune "son traitement se poursuit mais ne l'empêche pas de reprendre son activité"... euh... laquelle, au juste?

DAVOS

Etre parmi les happy few dans la capitale grisonne coûte un bras. Jusqu'à 500'000.- pour une entreprise et au moins 27'000.- par personne. Maudet a réussi à faire croire à la presse qu'il avait fait campagne pour le Conseil Fédéral sur ses jours de congé, et son staff sur ses heures supplémentaires, avec ses petites économies. Ben voyons. Question: quel était le coût pour la collectivité des jours passés par Maudet et Barazzone à se luger dans la neige grisonne?

DIALOGUE INTERRELIGIEUX

Le conseiller national valaisan Yannick Buttet, vice-président du PDC, colonel à l'armée et grand défenseur de la famille traditionnelle (monogame, hétéro et procréatrice) s'est fait choper par la police dans le jardin d'une ancienne maîtresse qu'il harcelait. S'en est suivi un grand déballage sur la place respective de ses couilles et de ses neurones. Les cathos conservateurs ont aussi leur Tariq Ramadan.

FRANCOPHONIE

Le Festival genevois de cinéma, de télévision, de créations digitales "Tous Ecrans" ne s'appelle plus le Festival "Tous Ecrans". "Il devenait urgent de trouver un nom de festival plus simple à traduire en anglais", explique son directeur général... Et du coup, ça devient le "Geneva International Film Festival". Ouais, y'a pas de doute, un nom en anglais, c'est plus facile à traduire en anglais.

GRAND(E) GENEVE

Christophe Aumeunier, de la Chambre genevoise immobilière: "Le droit au logement est effectif à Genève". Ben ouais, on peut parfaitement se loger à un prix abordable à Bellegarde ou à Cluses...

INITIATIVES MUNICIPALES

Deux initiatives municipales: Genève Ville d'emploi et Genève ville d'accueil à signer et faire signer jusqu'au 1er avril 2018. Non non ce n'est pas un poisson camarade, on va à la pêche aux signatures et on a besoin de tout le monde!

PIQUE DE RAPPEL

"Le but final de la démocratie socialiste est l'instauration d'un ordre social qui, supprimant toute espèce d'exploitation, libère le peuple de sa misère et de ses peines, lui assure l'indépendance et le bien-être, créant ainsi les bases sur lesquelles la personnalité humaine pourra se développer librement et harmonieusement, et permettant au peuple tout entier l'ascension vers de plus hauts sommets de civilisation" (programme du Parti socialiste suisse, 1904).

POLICE

En une semaine, un gendarme est accusé d'avoir dérobé une montre de luxe durant le salon de l'horlogerie. Trois gendarmes ont volé du cannabis au poste de Blandonnet, et le numéro 2 de la police judiciaire est inculpé pour abus d'autorité. Des idées d'articles pour la nouvelle rubrique de Maudet dans le Blick?

TISSU SOCIAL

Dès la saison 2019-2020, Aviel Kahn, directeur depuis 2008 de l'Opéra des Flandres (qui chapeaute ceux d'Anvers et de Gand) succèdera à Tobias Richter à la tête du Grand Théâtre de Genève. Il déclarait dans la "Tribune de Genève" imaginer "un théâtre actif, immergé dans le tissu social qui l'environne". Question immersion, pour sûr, ça dépasse déjà toutes ses espérances.

ABECEDAIRE REVOLUTIONNAIRE

CAUSES COMMUNES

